

Jeunes agriculteurs jurassiens (JAJ)

YANN HUGUELIT

GRANDFONTAINE, LE 12 FÉVRIER 2025

Un centre de compétences Agriculture & Climat



iine.ch

ET CANTON

Timac AGRO

- 42 membres Gouvernance partagée entre collèges
- Association fondée en décembre 2023 qui rassemble des partenaires de l'agriculture

BUTS:

- Référence CH
- Garantir la méthodologie
- Mutualisation des moyens publics cantonaux et privés (un centre et une plateforme)

Plan climat et stratégie climat pour l'agriculture et l'alimentation



les produits de saison et locaux.

PROCESSUS PARTICIPATIF

rapport aux leviers que la population peut utiliser, c'est-à-dire manger selon les recommandations de la pyramide alimentaire en favorisant

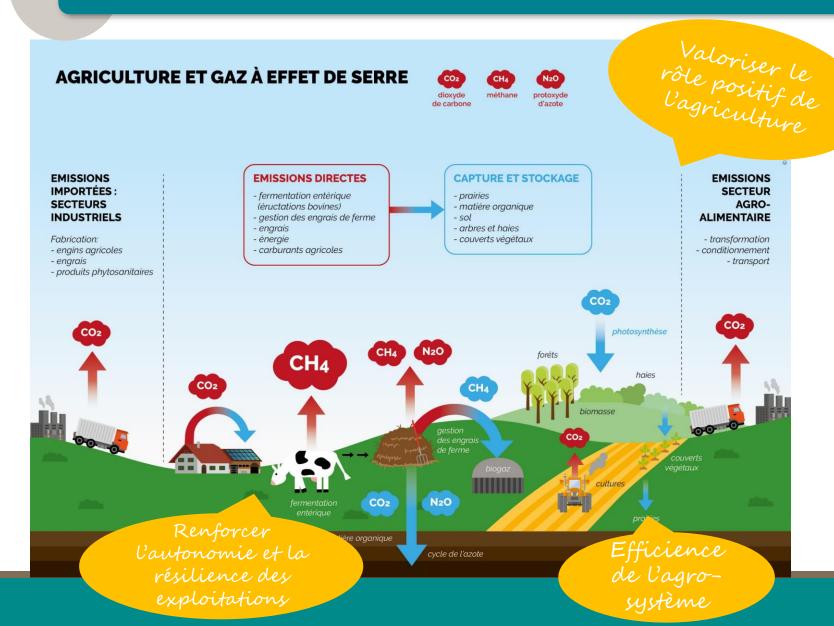
Publié le 27 janvier 2025

Stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation 2050

La Stratégie pour l'agriculture et l'alimentation 2050 a pour ambition de donner au système alimentaire les moyens de s'adapter aux changements climatiques et de réduire ses émissions. Cette stratégie pose les jalons d'un système alimentaire plus durable et d'une sécurité alimentaire globalement renforcée.



Investissements, transition et valorisation sur les fermes



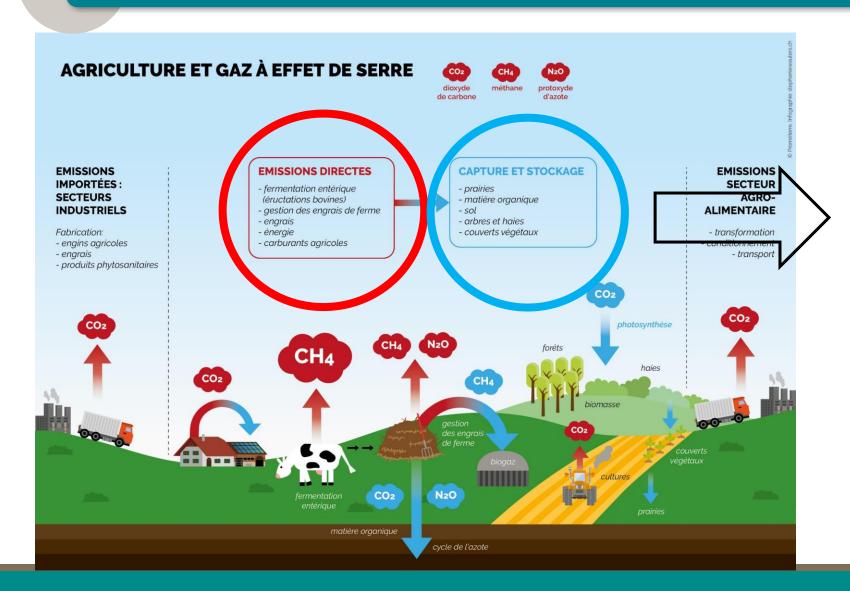
Financement des investissements sur les fermes ?

Climat

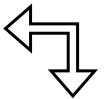
Contributions
CH et
cantonales

Ventes des
produits

Dispositif Climatcert (méthode standardisée et reconnue)



Bilan de son exploitation



Plan d'action de son exploitation

Domaine de Thierry Salzmann

Caractéristiques

- **Bavois**
- 37.6 ha
- Grandes cultures
- Nourrit 554 personnes/an
- 119 t/an de céréales

Leviers d'action

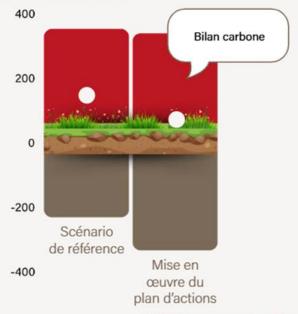
- Apport de 100 m³/ ha de broyat de déchets verts sur une parcelle chaque année
- Diminution de 10 % des apports de fertilisants azotés de synthèse
- Installation de panneaux solaires

Réduction de 95 % de l'empreinte carbone par rapport au scénario de référence grâce à la mise en œuvre de leviers d'action AgroImpact

> - 116 t éq. CO₂, soit l'équivalent de 614'000 km en voiture

> > équivalence OFEV

Émissions sur six ans

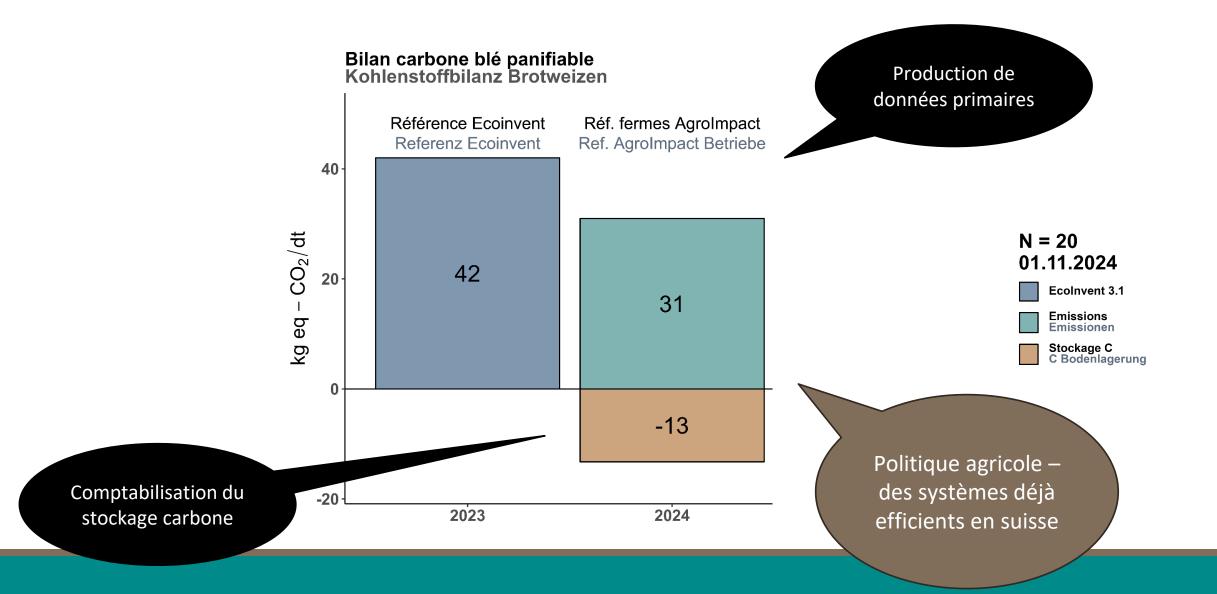


Stockage sur six ans

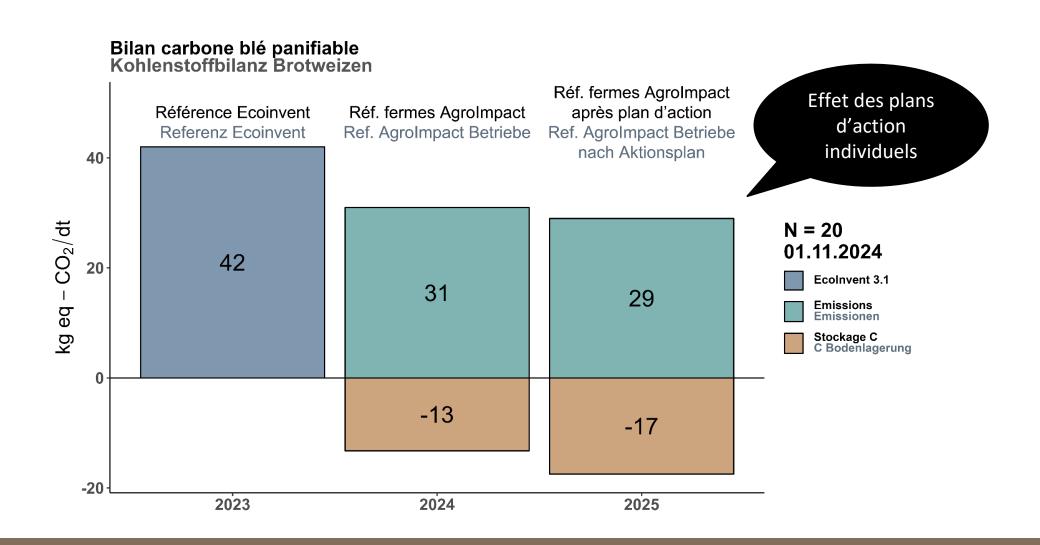




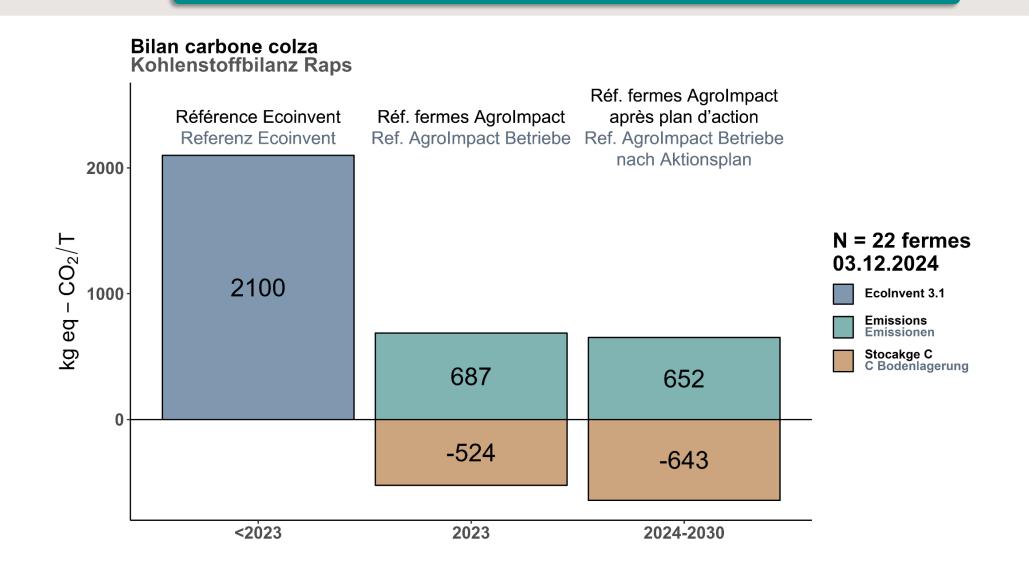
Exemple résultats 2024 : Blé panifiable



Exemple résultats 2024 : Blé panifiable

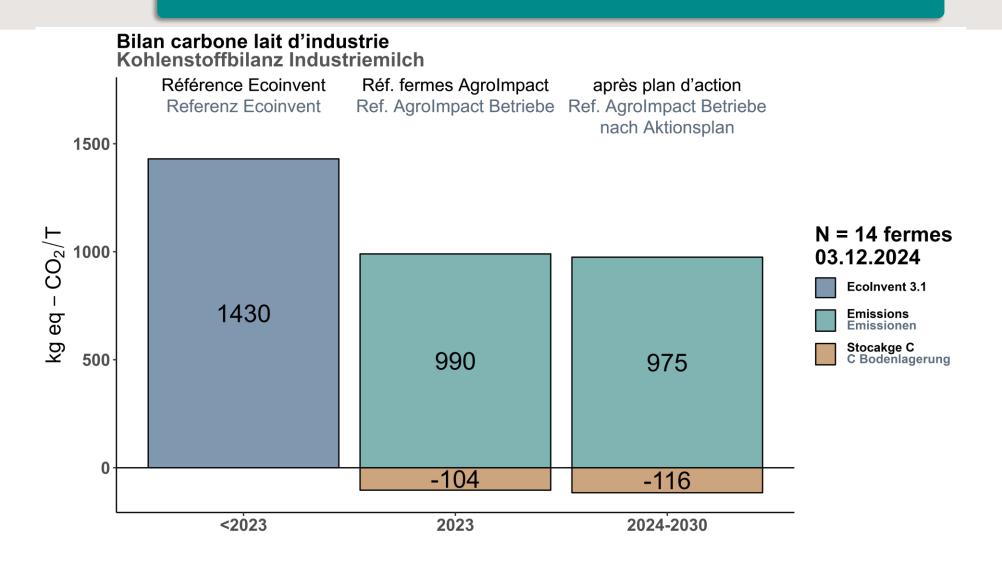


Exemple résultats 2024 : Colza



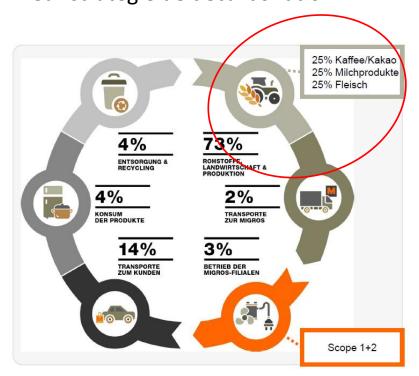


Exemple résultats 2024 : Lait d'industrie



Industriels agro-alimentaires et distributeurs s'engagent vers le net 0

Depuis 2023/2024 ces entreprises dressent le bilan carbone de leurs activités et sont en train d'établir leur stratégie de décarbonation



Exemple: pour un distributeur l'approvisionnement alimentaire est considéré comme représentant les ¾ des émissions de GES (d'après références disponibles...). Majoritairement: café-cacao, lait et viande

Objectifs SBTi pour les produits agricoles : Données primaires pour toutes les entreprises d'ici 2 ans

- 30% GES d'ici 2030
- 72% GES d'ici 2050

Stratégie non encore définie : quels produits prioritaires ? Quelles échéances ?

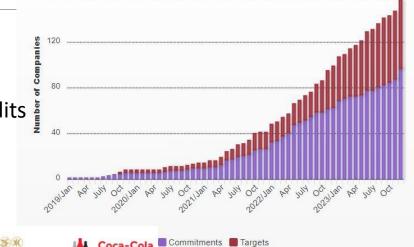
«PCF» : Product Carbon Footprint «nouveau critère qualité» sur les produits alimentaires

Industriels agro-alimentaires et distributeurs s'engagent vers le net 0



Une 60^{aines} d'entreprises qui achètent des produits agricoles suisses se sont engagées à réduire leurs émissions de GES (SBTi), en particulier de leur approvisionnement, sans compensation (in-setting crédits carbone interdits)







































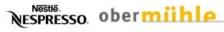










































































Marchés du carbone

Comment ça marche?

- Compensation: Un acteur compense ses propres émissions en finançant des projets de tiers qui réduisent les émissions. Il peut ainsi continuer à émettre.
- Marché (2 types) : plateforme où les producteurs de certificats (porteurs de projets de réduction) rencontrent les demandeurs de certificats
- Certificat carbone (crédit pour permis) = tonne d'équivalent CO₂ évitée, réduite ou séquestrée
- Agroimpact: produits décarbonés

A quoi ça sert?

 Efficience: les acteurs peuvent agir là où c'est le plus plus facile (le moins cher) en priorité —> souplesse

Deux «marchés» du carbone

Marchés formels ou réglementés

- Instruments des politiques environnementales (alternative/complément aux normes taxes)
- Objectif de réduction : déterminé par le législateur
- // Certificats : contingentés par le législateur
- Participation : obligatoire/défini légalement

Exemples:

UE - European emissions trading scheme (EU-ETS)

CH - Système d'échange de quotas d'émission (SEQE)

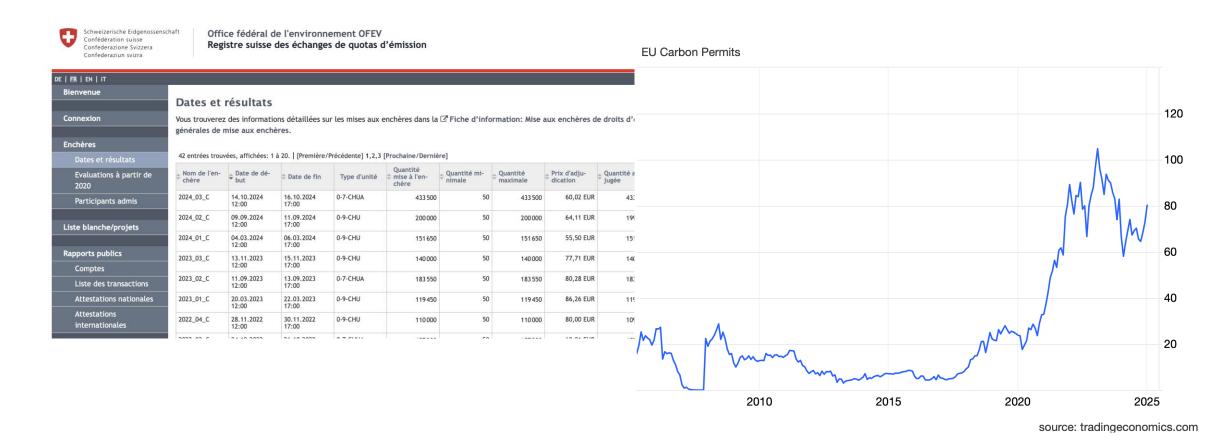
Marchés volontaires

- Participation volontaire
- Absence de contingentement : un certificat est produit lorsqu'un acteur prouve qu'il a moins émis que ce qui était prévu
- Un certificat acheté sur un marché volontaire ne permet pas de répondre à une obligation légale

Exemples:

myclimate

Marchés réglementés du carbone



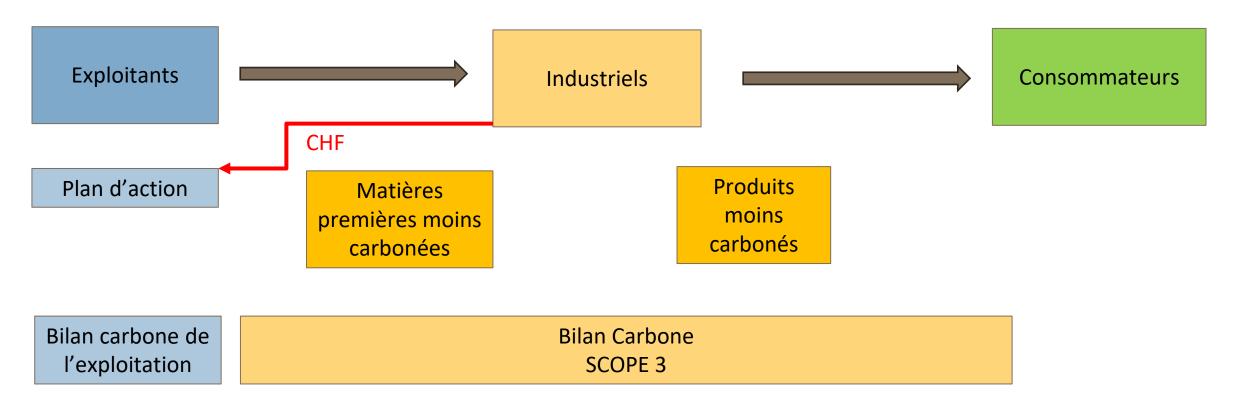
https://tradingeconomics.com/commodity/carbon

Limites des marchés volontaires

- Certificats «fantôme» Surestimations du nombre de certificats délivrés
 - Limites méthodologiques : quantification peu fiable (coût)
 - Scénari de référence généreux
 - Conflits d'intérêts : contrôle lacunaire
 - Critère d'additionnalité ineffectif (énergie renouvelable)
- Double comptage Double revendication des réductions
 - Déduction d'un crédit carbone à double (souvent dans le pays d'accueil et par une entreprise étrangère)
- Fuites du carbone
 - Echelle (effort net) : défrichement nécessitant une obligation de reforestation

Agroimpact n'est pas un marché volontaire du carbone

• Réunit des acteurs de la filière agro-alimentaire



—> absence de fuite —> absence de compensation et de double-compte

Agroimpact n'est pas un marché volontaire du carbone

- La prime rétribue les efforts «carbone» des exploitants, elle est versée sur les matières premières: volonté des industriels d'encourager la production de matières spécifiques moins carbonées et non une production alternative ou moins importante
- Ne produit pas de certificats «carbone», mais des matières premières moins carbonées (certifiées) –> pas de plateforme d'échange des certificats
- Le paiement de la prime permet aux industriels/transformateurs/distributeurs de revendiquer les réductions/séquestrations effectives des émissions et de les comptabiliser dans leur scope 3.
- Ces réductions/séquestrations sont mesurées et certifiées par Agroimpact.

Lien avec le marché des matières premières

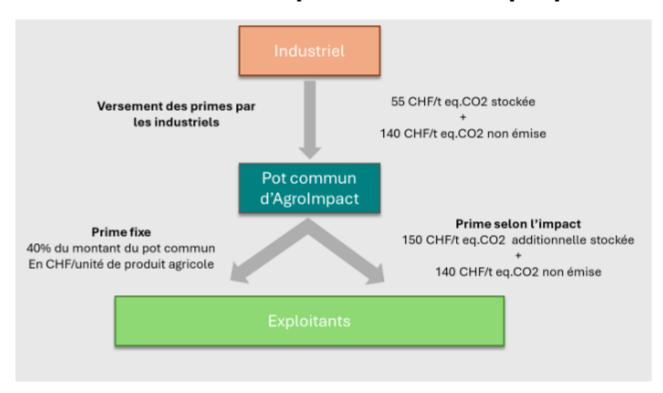
- La valeur de la tonne de CO₂eq non émise ou séquestrée n'est pas le résultat de l'interaction entre demande et offre de certificats: valeur est fixée par Agroimpact
- La prime est indépendante du marché des matières premières
 - Le montant total de prime reçue par un exploitant dépend de l'ampleur des efforts de réduction/séquestration réalisés
 - Les fluctuations/chocs sur le marché des matières premières : impactent potentiellement leur prix mais pas la prime «Agroimpact»
 - Les caractéristiques des matières premières (labels, provenance, qualité) : impactent potentiellement leur prix mais pas la prime «Agroimpact»
- Agroimpact : ouvert à tous les acteurs de la filière // pas d'impact sur l'état de la concurrence

Valeur de référence du CO₂

- Fixée par Agroimpact avec les acteurs de la filière
- Ancrages
 - Coût de l'inaction // dommages générés par les changements climatiques actuels et futurs : coût d'opportunité pour la société
 - Coût de l'action // mesures de réduction/séquestration des émissions
- Evolution —> augmentation

Plateforme de financement et mécanisme de primes

Méthode de calcul de la prime: Nouvelle proposition



Le principe

Séparer la prime en deux, une partie fixe et une partie variable en fonction de l'impact

Le changement climatique est une réalité...

Nous pouvons saisir l'opportunité de participer à la transition climatique en nous engageant proactivement pour décarboner la filière agroalimentaire (et aussi mettre en évidence tout ce que nous avons déjà fait)!

Ou attendre que l'on nous impose de nouvelles contraintes que nous n'aurons pas décidé et subir des critiques souvent dogmatiques sur les émissions de gaz à effet de serre produites par l'agriculture.

Merci pour votre attention

www.agroimpact.ch







